



ET SI ON ARRÊTAIT DE BANQUER ?

Les banques prêtent moins aux ménages et aux entreprises non financières que ceux-ci ne leur prêtent

Par **Éric Toussaint**

En général, les banques octroient moins de prêts aux ménages et aux entreprises non financières que ce que ceux-ci leur prêtent (via les dépôts qu'ils font). C'est ce que montrent

les données concernant le poids des dépôts des ménages et des entreprises non financières (à l'exclusion des dépôts des entreprises financières) dans le financement (c'est-à-dire les dettes des banques) en 2011 : 41%

pour la Belgique, 23% pour la France, 28% pour le Royaume-Uni, 36% pour l'Allemagne¹.

En regard, dans les actifs, la part des crédits aux entreprises non financières (ENF) et aux ménages est nettement minoritaire : pour la Belgique, 10% aux ENF et 9% aux ménages ; pour le Royaume-Uni, 5% aux ENF et 15% aux ménages ; pour la France, 10% aux ENF et 12% aux ménages ; pour l'Allemagne, 10% aux ENF et 17% aux ménages ; pour l'Espagne, 23% aux ENF et 22% aux ménages.

Les prêts des banques aux ménages et aux entreprises non financières constituent une part minoritaire de leurs actifs

En moyenne, la part des prêts des banques européennes (prises ensemble) aux ménages et aux entreprises non financières représentaient 28% de leurs actifs, le reste est constitué de créances diverses, ABS... et dettes souveraines. Tout cela sans tenir compte de la part de l'ombre, c'est-à-dire le hors bilan, le fameux shadow banking system.

Les 10 plus grandes banques européennes sont aussi les plus aidées par les pouvoirs publics

Les 10 plus grandes banques européennes ont reçu à elles seules plus de la moitié de l'aide publique sous forme de recapitalisation et de garanties qui, entre 2008 et 2011, s'est élevée à 1 620 milliards d'euros (13 % du PIB de l'UE).

Les grandes banques travaillent dans l'ombre

Les grandes banques européennes, comme d'ailleurs celles des autres continents, rendent leurs activités le plus opaque possible en créant une multitude de sociétés. Dans un nombre significatif de cas, il s'agit de plus de mille entités légales différentes pour une seule banque. Outre le fait de rendre très difficile le travail des contrôleurs, ces multiples sociétés sont la plupart du temps basées dans des paradis fiscaux afin de payer le moins d'impôts possible, de blanchir de l'argent sale et de permettre à leurs clients fortunés d'échapper à l'impôt.

¹ Rapport Liikanen, graphique 2.3.8.